

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

**DRIRE**  
Direction régionale de l'industrie  
de la recherche et de l'environnement  
de Bourgogne  
www.bourgogne.drire.gouv.fr

DIJON, LE - 3 AOUT 2009

**ARRETE PREFECTORAL**

**PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES  
DE MESURES D'URGENCE**

-----  
**Société EDIB**

-----  
Commune de DIJON (21)  
-----

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,  
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le Code de l'Environnement, et en particulier les titres premiers des parties législative et réglementaire du Livre V, article L 512-7,
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 modifié autorisant la Société EDIB, dont le siège social est situé 64 avenue de Stalingrad - 21000 Dijon, à exploiter les installations de son établissement sis sur la commune de Dijon,
- VU les rapports de l'inspection des installations classées en date du 17 et du 20 juillet 2009,
- Considérant que la nature des produits stockés nécessite une surveillance du site dans l'attente de la remise en état du dispositif de détection incendie détruit au cours du dernier incendie ;
- Considérant que des mesures de regroupement de certains produits doivent évoluer au regard de l'analyse menée sur l'origine du dernier incendie ;
- Considérant que le site doit être désencombré avant de pouvoir accueillir de nouveaux déchets selon les prescriptions réglementant le site ;
- Considérant que les moyens d'extinction doivent être renforcés ;
- Considérant que, suite aux incendies qui se sont produits les 11 et 16 juillet 2009, des mesures d'urgence sont à imposer à l'exploitant en vu de limiter les risques présentés par son activité de regroupement et prétraitement de déchets dangereux ;
- Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant,
- SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or,

**ARRETE**

.../...

### **ARTICLE 1er -**

La Société EDIB, dont le siège social est situé, 64 avenue de Stalingrad, 21 000 DIJON, est tenue de respecter, pour l'exploitation de son établissement à la même adresse, les mesures d'urgence suivantes :

1. Dans l'attente du rétablissement des dispositifs de détection incendie du site, l'exploitant est tenu de mettre en place une surveillance selon un mode opératoire (procédure, consigne...).
2. Pendant les périodes de fermeture du site (nuit week-end...), cette surveillance doit être réalisée par une personne qualifiée présente en permanence sur le site qui doit pouvoir prendre les mesures en cas de départ de feu. Des rondes devront être effectuées régulièrement en chacun des lieux de présence de produits, à minima 1 fois par heure. La personne en charge de ces rondes doit tenir un enregistrement de son contrôle. L'exploitant doit s'assurer de la bonne réalisation de ce contrôle.
3. Mettre en place des moyens d'extinction adaptés à proximité des stockages de phytosanitaires actuellement présents sur le site et déjà reconditionnés, stockés en extérieur et en attente d'enlèvement.
4. Arrêter toute réception de nouveaux déchets sur le site tant que :
  - l'ensemble des déchets de l'aire de réception n'a pas été contrôlé et traité;
  - les zones de stockages intérieures et extérieures n'ont pas été désencombrées et ne permettent pas d'y faire transiter ces nouveaux déchets.
  - Il n'aura pas été fait la démonstration que tous les produits du site sont identifiés précisément et que les stockages de ces produits suivent les règles de compatibilité ;
5. Ne plus procéder au regroupement des produits combustibles identifiés comme cause probable de l'incendie en mettant en œuvre des conditionnements séparés. Ces modalités doivent être précisées par consignes. Le personnel doit être formé à ces évolutions.
6. Disposer d'un volume minimal d'un conteneur de 1 m3 d'émulseur utilisable pour traiter un incendie de produits polaires.

### **ARTICLE 2 -**

Délai et voie de recours (Article L 514-6 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **ARTICLE 3 -**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire de Dijon, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Région Bourgogne et le Directeur de la Société EDIB sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement  
(2 exemplaires)
- . M. le Directeur de la Société EDIB
- . M. le Maire de Dijon..
- M. le Directeur des Services d'Archives Départementales,

FAIT à DIJON, le

**03 AOUT 2009**

**LE PREFET**

**Pour le Préfet, et par délégation,  
le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,**

  
**Alexander GRIMAUD**